

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Economie Circulaire
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers/Saint Barthélémy -
CS80145
49183 SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU

Saint Barthélémy d'Anjou, le 14 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2023

Contexte et constats
Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOR POLE 72

RN 23
72470 Champagné

Références : EC-2023-139-INSP-VALOR POLE-Le Mans-RAP

Code AIOT : 0006306498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2023 dans l'établissement VALOR POLE 72 implanté 17, avenue Pierre Piffault 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'incendie qui a eu lieu jeudi 2 mars vers 22h45 sur la ligne "corps plats" en amont des machines de tri optique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR POLE 72
- 17, avenue Pierre Piffault 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006306498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

VALOR PÔLE 72 exploite une installation de tri, de transit et de regroupement de déchets sur la commune du Mans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2012, article 2.3.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2012, article 7.5.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2012, article 7.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'inspection a relevé des éléments susceptibles de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs ; • 2 réserves d'eau de 500 m³ (réservoir de sprinklage existant) et 720 m³ (4 bâches réparties sur le site et aménagées conformément aux directives des services d'incendie) ; • 7 poteaux d'incendie, protégés contre le gel, munis de raccords normalisés capables d'assurer un débit de 180 m³/h pendant 2 heures ; • des robinets d'incendie armés. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : L'établissement dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs, • des robinets d'incendie armés • 1 réserve d'eau de 1220 m³ pour le sprinklage, • 4 bâches de 180 m³ réparties sur le site, • 7 poteaux d'incendie, protégés contre le gel, munis de raccords normalisés. <p>Le contrôle du débit des poteaux incendie réalisé le 21/07/2020 a été consulté. Les débits mesurés sur 6 des 7 poteaux montrent des débits variant de 113 m³/h à 43 m³/h, en-deça des 180 m³/h prescrits dans l'arrêté préfectoral. Le débit du 7ème poteau n'a pas été communiqué et le document n'indique pas si les débits mesurés peuvent être maintenus pendant 2 heures et obtenus dans le cas d'une utilisation simultanée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 rideau d'eau entre le bâtiment de stockage des balles et le centre de tri • 2 zones de déluge dans le hall de stockage amont. <p>Un nouveau calcul des besoins en eau a été réalisé par l'exploitant dans son porter à connaissance transmis le 9 juillet 2021. Les besoins en eau calculés sont de 1020 m³ pour 2 h et sont couverts par les moyens en place sur le site estimés à 1650 m³ pour 2h.</p> <p>Néanmoins, il est attendu que l'exploitant s'assure que les débits mesurés des 2 poteaux d'incendie soient disponibles pendant une durée de 2 heures et qu'ils soient obtenus lors d'une utilisation simultanée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2012, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris des eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1510 m ³ . Constats : Dès le début de l'incendie, l'exploitant a fermé la vanne de confinement des eaux. Il a également réalisé un relevé du compteur d'eau afin d'avoir une estimation du volume d'eau utilisé pour l'extinction et du coup le volume d'eau d'extinction à confiner. Environ 6 m ³ ont été utilisés pour l'extinction. Au vu de la surface du bassin et du volume d'extinction relativement faible, il paraît difficile d'effectuer un prélèvement dans le bassin dans ces conditions. Aussi, il est demandé à l'exploitant de réaliser un prélèvement dès que les conditions pour réaliser un prélèvement représentatif seront réunies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2012, article 2.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature apporter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement. Le rapport d'accident ou sur demande le rapport d'incident précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Constats : Un rapport sur l'incendie précisant notamment les circonstances et les causes de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire est attendu sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet